L'aquilon

Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 456 Yellowknife, NT, X1A 2N4 Volume 31 numéro 6, 12 février 2016



Le brunch dansant de la Chandeleur : crêpes et chorégraphies latines organisées par l'Association franco-culturelle de Yellowknife et le Centre d'immigration francophone des TNO. Nouveaux arrivants et résidents de longue date se sont défoulés sous la conduite de leur animateur, Louis Gaëtan. (Crédit photo : Maxence Jaillet)

Les Cajuns de la Louisiane

Renouer avec le français

Alexander Panetta
LA PRESSE CANADIENNE

ARNAUDVILLE, La. — Au cœur du pays cajun, les plus vieux se souviennent des punitions corporelles que leurs professeurs leur infligeaient afin qu'ils cessent de parler en français.

Un jour, Rita Dautreuil-Marks a eu le malheur de ne pas obéir. La punition n'a pas tardé. Vlan! Un coup de règle sur le bout des doigts! Elle raconte aussi que des enfants étaient parfois enfermés dans une salle sans éclairage et privés de dîner.

Merlin Fontenot, un Cajun âgé de 92 ans, dit que si on enfreignait la règle une première fois, la punition était d'aller copier 100 fois la phrase « I WILL NOT SPEAK FRENCH » (je ne parlerai plus en français) au tableau. La récidive entraînait un coup de règle sur les jointures.

Les professeurs ne faisaient qu'appliquer la loi. La langue de Molière a été interdite dans les écoles de la Louisiane pendant un demi-siècle aux termes de la Constitution de l'État adoptée en 1921. Les autorités espéraient ainsi mieux intégrer les communautés les plus pauvres à la société américaine en les éveillant à la modernité.

Certains instituteurs étaient plutôt vicieux, se rappelle George Arnaud.

« Ils nous faisaient mettre à genoux s'ils nous surprenaient, raconte l'homme de 66 ans. Des fois, (on devait se mettre à genoux) sur du riz ou du maïs pour que cela nous fasse encore plus mal. »

Les mauvais traitements ont atteint leur objectif. M. Arnaud, qui ne parlait que le français avant ses études, avait presque tout oublié de ses rudiments à l'âge adulte. Ce capitaine de bateau a recommencé à employer la langue en discutant avec des collègues. « (Aujourd'hui), j'aime mieux parler en français », lance-t-il.

Mme Dautreuil-Marks a dû essuyer un échec scolaire. Pour éviter que ses enfants ne soient eux aussi punis comme elle le fut, elle a refusé de leur enseigner sa langue maternelle.

Déclin

Le déclin du français en Louisiane a atteint des proportions dramatiques. En une décennie, le nombre de francophones a chuté de 194 000 à 115 000 sur ce territoire qui a accueilli un certain nombre d'Acadiens déportés par les Britanniques, en plus de Créoles et d'Européens.

Quatre générations ont suffi pour compléter l'assimilation : des baby-boomers se souviennent de leurs grands-parents qui ne parlaient que le français et de leurs parents qui le parlaient la plupart du temps. Eux, ils utilisent principalement l'anglais tandis que leurs enfants ne parlent que la langue de Shakespeare.

Autre signe de cette lente disparition : une paroisse fondée en 1824 fut baptisée « Évangéline », du nom de l'héroïne d'un poème de Henry Wadsworth Longfellow racontant la déportation des Acadiens en 1755. Aujourd'hui, moins d'un résident sur cinq parle encore le français.

Mais, aussi bizarre que cela puisse paraître, les gens font preuve d'optimisme quand on leur parle de la survie de la langue dans ce coin des États-Unis.

Non seulement la Louisiane a-t-elle révisé sa Constitution, il y a 40 ans, elle a aussi créé une agence gouvernementale, le Conseil pour le développement du français en Louisiane (Codofil), dont le mandat est de promouvoir l'usage du français. David Cheramie l'a dirigé pendant 13 ans et il croit à un nouvel essor de la langue de Molière.

Bien sûr, le français n'aura jamais le statut d'antan, mais sa présence est perceptible.

Ce qui aide est le changement d'attitude des résidents à l'endroit du français. Jadis la langue des prolétaires, il est aujourd'hui un joyau patrimonial et sophistiqué.

Bref, le français est à la mode.

« C'était la langue des ignorants, mentionne M. Cheramie. Aujourd'hui, (les enfants) sont fiers de la parler. Ils n'en ont pas honte comme il y a 50 ans. »

Pour bien appuyer ce qu'il raconte, l'ancien patron du Codofil emploie même le mot français. « C'était une "honte". Parler à ses enfants en français, c'est comme si on les maltraitait. Aujourd'hui, c'est l'opposé. Les attitudes envers le

Cajuns
Suite en page 2

Cajuns

Suite de la page 1

français ont complètement changé. »

La résurgence de la culture française est présente dans les villes du bayou louisianais.

Les panneaux routiers et les affiches des magasins sont rédigés en français. Et on peut aussi entendre la langue de Molière sur les ondes de certaines radios. Même le zydeco, un genre musical reposant sur un grand emploi de l'accordéon, fait une belle place au français dans ses chansons. D'ailleurs, le nom de ce style musical dérive en partie de la perception des anglophones d'une vieille rengaine « Les haricots ne sont pas salés ».

De nombreux projets linguistiques sont en cours d'élaboration. Certains d'entre eux sont d'ordre pédagogique. Des programmes d'immersion, semblables à ceux que l'on retrouve au Canada, sont de plus en plus populaires, attirant de nos jours jusqu'à 4 000 étudiants. D'autres se rendent sur la terre de leurs ancêtres pour y étudier, à l'Université Sainte-Anne, en Nouvelle-Écosse, par exemple.

L'actuel patron du Codofil, Charles Larroque, a appris le français au Québec. Il est venu au Québec à l'époque des Jeux olympiques de 1976. Il a épousé une Québécoise et est demeuré près d'une décennie dans la Belle Province avant de retourner en Louisiane pour y enseigner.

Même la promotion du français a dû évoluer avec le temps. Auparavant, dans les années 1980, M. Larroque exhortait ses jeunes étudiants à apprendre le français afin de mieux communiquer avec leurs grands-parents. Une génération plus tard, il a modifié son approche. Aujourd'hui, apprendre le français permet d'accroître les occasions d'affaires, autant pour les gens travaillant dans le secteur du tourisme, pour les professionnels de la santé voulant œuvrer à l'étranger ou ceux du secteur des ressources naturelles s'installant en Afrique.

Selon lui, les gens qui apprennent le français doivent trouver les endroits pour l'utiliser. « C'est comme si on s'habillait chic sans avoir d'endroit où aller, lance-t-il. Ils veulent faire des choses, des choses intéressantes en français. C'est là où nous en sommes. »

D'autres démarches sont purement culturelles.

Dans un vieil entrepôt rénové près d'une autoroute, George Marks et Mavis Furgé sont parvenus à trouver diverses façons pour amener les gens à parler en français : clubs de broderie, expositions et tables rondes rassemblent jeunes et vieux à Arnaudville.

Lui est peintre, la force créatrice derrière Nunu, un centre d'art communautaire. Mme Furgé a passé 21 ans à l'extérieur avec son mari militaire, et dès son retour en Louisiane, elle s'est lancée dans le projet de préserver le français. Ils lanceront bientôt leur plus gros projet en offrant une immersion culturelle cajun. Ils ont transformé un ancien hôpital pour y loger des visiteurs. Dès cette année, ils espèrent pouvoir organiser des rencontres entre leurs étudiants et des pêcheurs de crabe, des épiciers et des fermiers afin de les familiariser avec le vocabulaire local. Le but : protéger quelques éléments du patois régional.

« Le français, comme on le connaît, c'est probablement fini, concède M. Marks. Le français en Louisiane évolue. »

Stratégie pan-territoriale des ressources humaines en santé

Concertation du Nord

Les 8 et 9 février dernier, mesdames Carine Chalut d'Iqaluit, Sandra St-Laurent de Whitehorse et Oumalker Idil Kalif de Yellowknife se sont réunies dans la capitale ténoise lors d'un effort de concertation sur les efforts de recrutement de professionnels de la santé bilingues.



Sandra St-Laurent, Whitehorse, Oumalker Idil Kalif, Yellowknife et Carine Chalut, Iqaluit. (Photo : Maxence Jaillet)

Noémie Bérubé

Toutes trois directrices du réseau santé en français de leur territoire respectif, elles ont échangé des stratégies pour assurer une présence des professionnels bilingues en santé dans les milieux minoritaires.

Il s'agissait de la première fois que les trois directrices se rassemblaient pour discuter de ressources humaines. « Les ressources humaines sont un grand défi pour nous, on parle de service de santé en français, ça prend des gens pour les offrir ces services-là. Il faut aller les chercher quelque part! », mentionne Sandra St-Laurent.

Comme il y a des communautés francophones dans les trois territoires et qu'elles ont des soins de santé, les besoins de ressources médicales ou autres sont une nécessité.

« Il est réconfortant d'obtenir des soins de santé dans sa langue et c'est pour la sécurité du patient qu'il y a de la promotion des services de santé en français. Il faut le faire, il faut les dépister, les identifier ou savoir si l'on doit aller les chercher ailleurs et par la suite créer un milieu de travail qui est bénéfique et proposant une pratique professionnelle dans les deux langues. », ajoute Mme St-Laurent.

« C'est principalement une priorité. (…) Notre mandat est d'assurer un meilleur accès et une meilleure qualité des soins de santé en français. », dit Oumalker Idil Kalif.

Défis rencontrés

Un défi commun aux trois réseaux nordiques est qu'il n'y a pas d'institution de formation universitaire qui proposent des étudiants diplômés et compétents annuellement en santé.

Ils doivent alors se mettre en mode séduction et faire valoir les raisons pour lesquelles ces endroits sont de bons lieux pour travailler et surtout un lieu de vie intéressant.

Les nouveaux diplômés recherchent des milieux de travail stimulants, chose qui est accessible dans le Nord en raison du plus grand nombre de responsabilités alloué. Et pour maintenir le tout, du perfectionnement professionnel, obtenu par le Consortium national de formation en santé proposant des vidéo-conférences, est offert aux ressources humaines. Ainsi, elles peuvent se tenir à jour, malgré la distance.

Malgré tous les défis auxquels sont confrontés les réseaux, une des valeurs et des solutions prônées par les directrices est la mobilité interterritoriale de sorte qu'il n'y ait pas de compétition.

Pour en connaître d'avantage sur les échanges de Mesdames St-Laurent, Chalut et Kalif, syntonisez CIVR Radio Taiga samedi le 13 février dès 11 heures pour entendre en intégralité l'entrevue ou ne ratez pas la rediffusion samedi le 20 à 11heures.



CHRONIQUE

Santé!

Mon école en santé

avec Barbara Losier,
directrice générale du Mouvement acadien des communautés en santé du Nouveau-Brunswick.

Recueil de propos exprimés lors des Chroniques santé diffusées sur Radio Taïga les samedis à 11 heures.

Mon école en santé est une approche de développement pour amener les jeunes au cœur de l'action. Ce sont des comités crées pour améliorer la santé et le mieux-être des jeunes dans les écoles, mais cible également tous les intervenants qui travaillent en milieu scolaire. Une approche qui vient de l'Organisation mondiale de la santé qui recense des exemples d'écoles en santé à travers le monde.

Cette approche est instaurée au Nouveau-Brunswick dès 2004 et provient du raisonnement d'une mère de famille : « On a des communautés, des villes en santé alors pourquoi pas des écoles? »

Le principe de Mon école en santé se base sur une approche qui s'adapte au contexte, à l'environnement scolaire et communautaire. Le concept peut ainsi devenir ce que l'on veut qu'il soit, pourvu qu'il soit tourné vers l'amélioration de la santé et du mieux-être.

Aux Territoires du Nord-Ouest, malgré la taille de la communauté francophone, ce concept peut être instauré, tant qu'il y a des gens qui y travaillent. La souplesse d'adaptation de l'approche est merveilleuse.

Au Nouveau-Brunswick des outils ont été développés pour renforcer la capacité des écoles vers l'amélioration de la santé et du mieux-être, et ils sont transposables. C'est finalement un plan de débrouillardise pour la communauté. Actuellement, il y a 75 écoles au Nouveau-Brunswick, et 35 en Alberta qui adhèrent au mouvement. Avec une cotisation de 10 $ par année, c'est simplement une contribution symbolique pour adhérer au réseau et partager les bons coups. En tout, il y a environ 200 écoles au Canada avec des approches en Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique.

Les étapes pour établir une école en santé sont :
- monter un comité santé;
- évaluer l'état de santé de l'école;
- établir un champion au sein de l'école;
- faire participer la direction scolaire et la commission scolaire;
- inscrire l'initiative au programme.

L'approche s'inscrit dans les activités quotidiennes de l'école, et ce sont les jeunes ou les intervenants qui choisissent les activités. Les premiers avantages de cette approche sont la participation, qui motive beaucoup les jeunes, et le développement des interactions avec leur communauté. La démarche s'adapte à la communauté et la reflète. Il n'y a pas d'activité imposée pour éviter toute lourdeur. Au début de l'expérimentation de cette approche, des intervenants disaient que les activités étaient une surcharge de travail. L'approche a donc été simplifiée pour ne pas être une surcharge, mais bien un outil.

La réussite de cette initiative passe par la participation de tous les acteurs de l'école. Ainsi, elle ne regroupe pas seulement la direction, les enseignants ou les intervenants de la santé qui viennent occasionnellement, mais aussi les concierges, le personnel responsable des cafeterias, etc... L'idée est de mobiliser le plus d'acteurs possible.

Il s'agit d'une approche qui favorise la réussite scolaire et augmente le sentiment d'appartenance dans l'école alors que les jeunes sont fiers de leurs exploits ou même de leurs petites réussites. Les écoles peuvent mesurer le succès de cette démarche par ce qui suit : meilleure réussite scolaire des jeunes engagés dans l'approche; adoption de meilleures habitudes de vie motivées par les pairs; diminution de l'intimidation; responsabilisation des jeunes. Un des bénéfices marquants est le rapprochement entre les acteurs intervenants et les jeunes, alors qu'ils travaillent vers un objectif commun qui fait la fierté des jeunes et des écoles.

Droits linguistiques

Une plainte avec un impact national

Un avis à la population rédigé en anglais fait boule de neige.

Maxence Jaillet

Le 27 août 2015, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) à Yellowknife publie un avertissement et des renseignements concernant un délinquant sexuel violent en liberté conditionnelle. Cet avis à la population est largement publié alors que la police estime que l'homme de 44 ans est « un délinquant sexuel violent qui présente un risque élevé pour le public ». Dès le lendemain, la GRC interpelle l'individu dans les rues de Yellowknife et l'inculpe d'avoir enfreint les conditions de sa mise en liberté.

Une séquence d'événements qui se déroule bien pour les membres du public qui ont été avertis afin de leur permettre de prendre des mesures de précaution appropriées.

Sauf que d'après Étienne Croteau, ce n'est pas l'ensemble de la population qui a été rejointe par l'avertissement de la GRC. Son argument : ce communiqué d'importance était rédigé en anglais uniquement. « C'est inacceptable », se dit-il, et sans se poser la question de savoir s'il n'y a qu'une partie de la population qui nécessite d'être informée, il contacte le Commissaire aux langues officielles du Canada et dépose une plainte contre la division G de la GRC. Après une déposition d'environ 20 minutes, l'agent fédéral lui assure qu'une enquête sera ouverte et qu'il sera mis au courant des conclusions du rapport. En effet, l'enquête débute et dès janvier 2016, Étienne Croteau reçoit un courriel indiquant ses résultats. « L'enquête a confirmé que la division de Yellowknife de la GRC a envoyé un avertissement à divers organismes et citoyens de la région en anglais seulement. Les représentants de la GRC ont expliqué que la préparation d'avertissements ou de communiqués de presse est un défi au sein de la GRC en raison d'exigences opérationnelles. Ils ont également affirmé avoir constaté une certaine tendance à envoyer les avertissements en anglais en premier et d'envoyer la version française une fois la traduction terminée. Les représentants de la GRC ont indiqué être conscients que cette pratique n'est pas acceptable et qu'elle est en violation avec la *Loi sur les langues officielles*. »



Pour éviter qu'une situation similaire ne se reproduise, l'enquêteur chargé de la vérification de la conformité indique dans son message que la GRC s'est engagée à développer des modèles en anglais et en français qui pourront être facilement manipulés pour inclure les informations appropriées. D'après l'enquêteur, ces modèles seront disponibles pour l'ensemble de la GRC et engloberont les messages qui sont les plus couramment utilisés. Il affirme en outre que la GRC s'est engagée à rendre ces modèles disponibles à partir du 1er avril 2016.

Pour Étienne Croteau, cette réponse est plus que satisfaisante : « Que cette plainte fasse boule de neige et impose un impact national au sein de la GRC, c'est un bon exemple à donner. Cette plainte est une action concrète pour contrebalancer une situation où j'ai senti que mes droits linguistiques n'étaient pas respectés. »

Croteau, qui depuis des années, agit auprès des jeunes pour émanciper leur fierté francophone, veut se servir de cette expérience pour démontrer qu'il y a des outils pour faire évoluer notre société. « Je souhaite que les jeunes soient fiers de leur langue, et qu'ils soient sensibilisés au fait qu'il faut commencer par soi-même. Le minimum pour protéger la langue francophone c'est de parler en français. Dire bonjour à l'épicerie, à ses amis, ou dans un bureau fédéral, c'est permis et c'est surprenant la reconnaissance que l'on a. Les gens disent bonjour aussi, ou non, mais au moins ça permet un échange en français, s'il y a lieu. »

Éditorial

Servir qui? Une question de priorité


Alain Bessette

Alors que se tient en fin de semaine le forum communautaire, il serait intéressant que la problématique des services aux membres soit abordée. Pour la fédération, ses membres sont les associations francophones. Pour les associations, leurs membres sont les francophones. Comment mieux les servir est une question fort pertinente.

Pour des raisons hors du contrôle des francophones, il semble possible qu'une autre association éprouve bientôt des problèmes de gouvernance. En effet, le nombre de bénévoles intéressés à participer à l'administration de l'association de Hay River diminue. Ça ressemble étrangement au cas de Fort Smith qui a perdu son association il y a peu de temps. Si le même scénario se produit, il ne resterait que deux associations pour former la Fédération. Est-ce que l'on se retrouvera un jour avec une seule association, ce qui rendrait caduque la présence d'une fédération? C'est possible, mais non souhaitable, car il y a un danger qu'une association qui prétend offrir des services à tout un territoire à partir de la capitale n'offre en fait ces services presqu'exclusivement à la population locale.

Je crois qu'il est important que la FFT consacre ses énergies à appuyer les associations locales. Pour ce faire, la FFT a besoin de financement adéquat. Malheureusement, la façon dont les dossiers se sont développés au fil des ans fait en sorte qu'une grande partie du budget est consacrée à des programmes qui n'aident pas du tout les associations locales.

Qu'on le veuille ou non, les activités de la FFT sont à la remorque des priorités fédérales et non des priorités locales (ce qui ne veut pas dire que ces priorités ne se rejoignent pas, le dossier de la santé en français étant un bon exemple de convergence des priorités). C'est un peu comme les associations locales qui tentent maintenant de se définir comme source de service à la population majoritaire (une vision mise de l'avant par les conservateurs) ou le français est parfois relégué au second plan pour plaire à une clientèle qui ignore les rudiments de la langue française.

Cet été, des consultations auront lieu afin de refaire la feuille de route sur les langues officielles (Voir texte en page 6). Il faudra que nos élus francophones s'expriment bien fort pas seulement pour rétablir un niveau normal de financement, mais aussi pour que le gouvernement fédéral soit plus à l'écoute de nos priorités et de nos besoins de développement plutôt que de leurs priorités nationales élaborées dans des bureaux à Ottawa. Notre passé et notre expérience avec le Programme de développement culturel et communautaire sont des preuves que le financement peut aider directement les priorités locales. Il faut maintenant demander d'étendre ce principe de gouvernance à l'ensemble du budget des organismes francophones.

Hay River

Christian Girard démissionne

À la veille du Forum communautaire et Conseil territorial des présidences et permanences à Hay River, l'Association franco culturelle de Hay River perd un administrateur en place depuis 2006.

Mardi 9 février, l'ancien président par intérim de la Fédération franco-ténoise d'avril à novembre 2009, Christian Girard a démissionné de ses fonctions de trésorier de l'Association franco culturelle de Hay River. Appréhendé par la Gendarmerie royale du Canada à Hay River, le 3 février 2016, Girard a été libéré sous caution en attendant son jugement le 16 mai prochain. Ce résident de Hay River aurait contrevenu aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 5 de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances. N'ayant plus le droit d'utiliser de technologie permettant d'envoyer des messages électroniques, c'est par voie de lettre qu'il a démissionné. Par répercussion, Girard étant le seul administrateur de Hay River sur le conseil d'administration de la Fédération franco-ténoise, l'AFCHR, n'a donc plus de représentant à la table de la Fédération. Une situation qui sera adressée lors la prochaine réunion de travail des acteurs de la francophonie ténoise à Hay River, les 12 et 13 février.

Rendez-vous de la francophonie

Du 3 au 23 mars prochain, les Rendez-vous de la Francophonie se partagent au sein des communautés francophones des TNO. La fédération franco-ténoise distribue des fonds de 200 $ pour l'organisation d'un événement à inscrire au calendrier des RVF. Seules les activités qui se déroulent entre le 1er février et le 31 mars seront subventionnées. L'important est d'organiser une activité en français peu importe qu'elle soit dirigée vers la communauté, une classe, des amis, ou pour les familles.

Pour soumettre un projet, il faut simplement transmettre le nom du projet, le nom de la personne-ressource avec son numéro de téléphone et adresse courriel, la date, l'heure et le lieu de l'activité ainsi que le groupe cible.

Contacter la fédération franco-ténoise au 920-2919 poste 258.

Élève de la semaine



Anabel Flamand, 8e année, école Allain St-Cyr

Anabel est une élève agréable à côtoyer: elle est toujours souriante et prête à travailler. Elle prend ses études au sérieux et s'assure toujours de remettre des travaux de qualité dans ses cours. Elle est une élève polie qui s'entend bien avec tout le monde. En dehors de l'école, elle joue au basketball de manière compétitive et réussit à bien balancer son horaire scolaire et d'activités. Continue ton beau travail !



C.P. 456, Yellowknife, NT, X1A 2N4
Tél. : (867) 873-6603, Télécopieur : (867) 873-6663

Courrier électronique : aquilon@internorth.com
Sur le web : www.aquilon.nt.ca

Directeur : Alain Bessette
Journalistes : Maxence Jaillet et Noémie Bérubé

Correction d'épreuve : Anne-Dominique Roy

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 750 exemplaires. L'Aquilon est la propriété des Éditions franco-ténoises/L'Aquilon et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de L'Aquilon. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, L'Aquilon accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. L'Aquilon est membre de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.





Représentation commerciale nationale
Lignes Agates Marketing
1-866-411-7486



Documentaire

Les gardiens de l'éternité

Après trois saisons de tournage étalées sur sept ans, un film parle d'éternité et pousse une réflexion sur le dépassement des limites du temps.

Maxence Jaillet

« La façon dont je peux l'exprimer, c'est à jamais et pour toujours, sans fin », explique Mary Rose Sundberg dans le documentaire de France Benoit *Guardians of Eternity*. Comme cette aînée dénée Yellowknives, d'autres


Mary Rose Sundberg

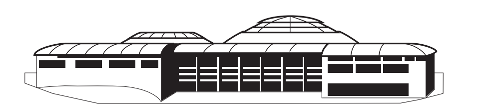


intervenants racontent la désolante réalité des 237 000 tonnes de trioxyde de diarsenic emmagasinées dans les cavités souterraines de l'ancienne mine Giant à Yellowknife. Ils commentent également la solution perpétuelle lancée par le gouvernement canadien voulant congeler sur place ces résidus toxiques ultra solubles provenant de cette exploitation aurifère. « Mais comment penser pour l'éternité?, demande la cinéaste franco-ténoise. Comment transmet-on cette information : attention vous êtes sur un lieu hautement toxique. Quelle langue met-on sur les affiches? », demande Mme Benoit, soupçonnant que dans seulement quelques milliers d'années nos langues actuelles ne seront plus les mêmes. Le film traite de cette question : comment préserve-t-on cette information à propos de ce site?

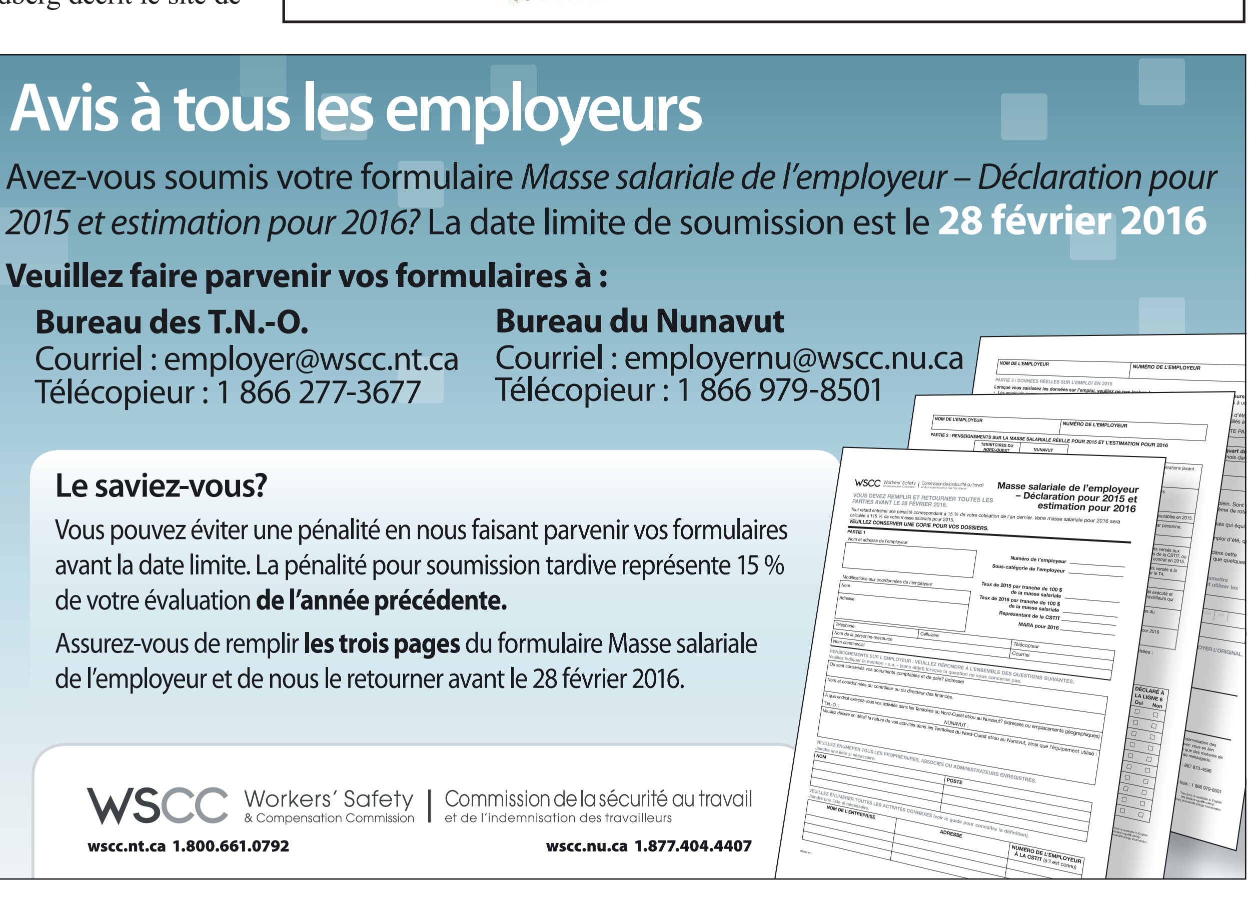
Peut-être que la tradition orale serait une des solutions, alors que les Dénés ont acquis leur savoir ancestral de cette façon depuis plus de 10 000 ans. « Nous devrions imaginer une histoire ou une légende, car les légendes sont créées par les événements. La manière dont je le vois, c'est que ce poison emprisonné dans le sol de la mine est un monstre géant, c'est même plus gros qu'un monstre. Une fois qu'il se libérera... il détruira tout sur son passage », de prévenir Mary Rose Sundberg, en avouant que bien que ce ne soit pas elle-même qui ait causé ce désastre, elle est désolée pour la nature, le territoire. France Benoit mentionne qu'elle voulait également souligner dans le documentaire que ce territoire est autochtone, que jamais ces Premières Nations dénées n'ont souhaité cette exploitation et que les personnes roches (traduction littérale d'*homme blanc* en langue des Dénés Yellowknives) ont aimé ce lieu et s'y sont établi en disant : « on peut se servir ». La cinéaste argumente : « C'est une attitude contradictoire avec les valeurs autochtones alors qu'aux alentours de la baie de Yellowknife, il y avait tellement de lieux de cueillette, de sites de chasse et de pêche que personne ne s'établissait là. Ils y revenaient tout le temps, mais ne s'y installaient pas. »

Dans le film, Mary Rose Sundberg décrit le site de la mine Giant comme il était avant les années 40 : « C'était bleu jusqu'à l'infini. Bleu de bleuets. »

Guadians of Eternity a été projeté pour la première fois à Yellowknife au cours du mois de novembre et plus récemment à Inuvik, à la fin du mois de janvier 2016. Après chaque projection, une discussion sur les questions soulevées par le film a eu lieu. Dans une lettre à la cinéaste, Catarina Owen, du Aurora Research Institute d'Inuvik, raconte que les discussions ont porté sur le manque de recherche, de règlementation, de contrôle et de transparence.







La *Feuille de route* pour les communautés francophones

Des consultations dès l'été prochain

***Jean-Pierre Dubé** (Francopresse)*

Le premier ministre s'est engagé à écouter les Canadiens et depuis l'élection du 19 octobre, il redéfinit la gouvernance fédérale. Son approche contraste radicalement avec celle son prédécesseur.

« Stephen Harper était très diviseur, explique Roland Marcoux, expert-conseil en gouvernance. Les conservateurs disaient : on s'est fait élire pour gérer l'économie et voici ce qu'on a décidé. Et ils le faisaient. Qu'on ait une opinion ou non, ils ont tranché dans bien des programmes.

« Le message de Justin Trudeau a été : on va vous remettre votre Canada. Ses ministres n'ont pas peur de sortir de l'information, note Roland Marcoux. Pour eux, la recherche et les pratiques améliorées sont importantes. Ils veulent être transparents : voici où on veut aller et voici comment on va consulter. Comme citoyens, on veut du leadership et de la consultation. »

Qui est consulté? Les provinces, villes, experts, groupes de pression et/ou la population, selon qu'il soit question de santé, du climat, d'aide médicale à mourir ou de marijuana, de réforme démocratique ou de langues officielles. Et comment consulter?

Selon Roland Marcoux, « l'éducateur Justin Trudeau sait que chaque projet demande un processus différent. Ça dépend des questions et des intervenants. On veut les impliquer pour avoir leur engagement, un consensus pour avancer. Si tu ne mets pas des balises, tu vas obtenir n'importe quoi. »

La perception de la consultation est importante, insiste l'expert-conseil manitobain. Pour partir dans les meilleures conditions, « on peut faire une consultation préliminaire dans le but d'établir la crédibilité du processus ».

Comment le gouvernement libéral va-t-il consulter en matière de langues officielles? Des premiers indicateurs laissent perplexe, avec la nomination d'un président unilingue au Sénat et le refus des libéraux d'appuyer le bilinguisme officiel à Ottawa. Le gouvernement tiendra l'été prochain des consultations sur la création d'un nouveau plan d'action pour 2018.

« Dans les communautés francophones, souligne Linda Cardinal, on n'a pas pu parler de notre développement pendant dix ans. Il y avait de la transparence du côté des groupes, mais pas du gouvernement. Pourtant, il y a une obligation de consulter dans la loi. Avec Stephen Harper, la consultation se faisait de façon très expéditive.

« Les attentes sont très grandes, conclut la politicologue. Les groupes n'ont pas de pouvoir politique. En matière de langues officielles, il faut que la force normative soit très claire. »

Stuart Hodgson

1er avril 1926 – 18 décembre 2015



En 1967, M. Hodgson est devenu le premier commissaire résident des Territoires du Nord-Ouest, un poste qu'il a occupé pendant 12 ans. Durant cette période, il a jeté les bases d'un gouvernement territorial responsable et a supervisé le transfert de ce gouvernement d'Ottawa à Yellowknife, la nouvelle capitale des Territoires du Nord-Ouest. Les drapeaux seront mis en berne partout aux Territoires du Nord-Ouest le 19 février 2016 en l'honneur de ses années de service.

Photo : Archives des TNO /©TNO. Ministère de la Culture et des Communications/G-1990-007: 3080-6(1)

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Avis à tous les résidents des TNO

En février dernier, la Cour suprême du Canada a invalidé à l'unanimité la loi interdisant l'aide médicale à mourir *(Carter c. Canada)*. Dans le but de résoudre les questions soulevées par la décision de la Cour suprême du Canada, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest souhaite connaître l'opinion du public sur l'élaboration d'un cadre législatif et de mise en œuvre. Ce cadre établira les règles, les pratiques et les garanties relatives à **l'aide médicale à mourir aux TNO**.

Le Ministère désire recevoir vos commentaires au sujet des renseignements publiés sur notre site Web **(www.hss.gov.nt.ca)** d'ici le lundi 15 février 2016.

Veuillez faire parvenir vos commentaires en indiquant comme objet « Commentaires sur l'aide médicale à mourir aux TNO ».

Télécopieur : **867-873-0204**

Courriel : **pad@gov.nt.ca**

Adresse postale : Politiques, législation et communications
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9

Chronique de la francophonie

Le réconfort d'une patrie

Réjean Paulin
(Francopresse)

Il y a la patrie des guerriers, celle qui fait mourir les gens. Pour le pacifiste, elle est notion ambigüe. N'a-t-on pas mené des guerres pour la sauver ou même pour en faire un empire? Eh bien oui. Mais en même temps, n'est-elle pas ce foyer où l'on trouve chaleur et réconfort au milieu de coutumes familières? Celle-là aussi existe bel et bien.

Elle abrite nos parents, frères, sœurs, amis, notre passé, notre langue et notre culture. Elle est la terre où s'enracinent nos traditions et nos rêves. Ses paysages et son sol semblent nous promettre la plus belle des existences.

Autant réelle qu'imaginée, cette patrie est faite de terre, de mer, de labeur, de bons repas, de rires, de pleurs et de chants, de femmes et d'hommes qui la modèlent au fils du temps à leur image.

Si on l'associe à un coin de pays, on trouvera probablement beaucoup de francophones capables de vous montrer la leur. Elle prendra la forme de la baie Sainte-Marie en Nouvelle-Écosse, d'une plage au sable dur où se brisent inlassablement les vagues du golfe Saint-Laurent sur les côtes du Nouveau-Brunswick, des mines et immenses forêts du Nord de l'Ontario. Elle étalera les couleurs tout en nuances des plaines de l'Ouest avant d'enjamber les Rocheuses. Elle ira même jusqu'à braver la toundra.

Pour la plupart des francophones, il existe en terre canadienne, un coin plus beau que les autres, familier, que l'on sent dans ses entrailles.

Il existe une patrie du français : la France. Le français s'y parle partout librement. Il s'étale dans les librairies, les disquaires et sur les devantures des magasins. Il anime l'atmosphère des bistrots. Les enfants le crient dans les parcs.

Les autres francophones dans le monde ne peuvent pas vivre pareille unité. Franco-Belges, Franco-Suisses, Africains, Canadiens d'expression française et autres, ont en commun de vivre dans un pays où leur langue n'est pas la seule à faire partie d'us et coutumes séculaires.

En terre canadienne, les héritiers de Molière tirent ce qu'ils peuvent du milieu qu'ils partagent avec les autres. Les Québécois en ont la plus grosse part. Viennent ensuite les Franco-Ontariens, les Acadiens puis les autres communautés, toutes en petites minorités, dispersées sur plus de quatre fuseaux horaires, des zones tempérées du Sud du pays jusqu'au pergélisol du Grand Nord.

En territoire, cela en fait le plus vaste où l'on fait usage du français dans le monde. C'est beaucoup en apparence. Hélas, il arrive que l'hostilité de la majorité l'altère quelque peu.

Il est légitime de vouloir se sentir chez soi. Cela vaut pour nous tous, francophones, ou tout bonnement êtres humains. Sans égard à la race, à la religion, à la langue, nous avons tous droit à la dignité sur cette terre.

Un jour, j'ai eu la chance de faire le tour d'un immense champ de blé dans l'Ouest, en moissonneuse-batteuse. Lepage était le nom de famille du conducteur. C'était en fin de journée. Le soleil commençait à pencher vers le crépuscule pendant que le blé se couchait pour la moisson. Par la voix de cet agriculteur, tout ce qu'il y avait autour, de la teinte ambrée de son champ à l'immense ciel, se décrivait par des mots français.

Il parlait des saisons, de la vie à la ferme avec ses grandeurs et ses misères… avec des mots et des sons familiers. Du haut de sa machine, il me faisait cadeau d'un pays qu'il n'était pas nécessaire de traduire.

Dans ces moments-là, on sent qu'on a une terre à soi. Et ça, c'est grâce à ces gens absents des tribunes. Ils ne font jamais les manchettes, mais ils ont choisi le français pour vivre le quotidien, sur un bateau, un tracteur, dans un bureau, à l'école… Partout. C'est en semant la terre de ses mots que l'on s'associe à elle.

Spectacle pour enfants

Bill Bestiole en terre ténoise

Les 30 et 31 janvier derniers, Victor Vermette alias Bill Bestiole avait rendez-vous avec jeunes et moins jeunes au Northern Arts and Cultural Centre de Yellowknife, dans le cadre du Festival pour enfants.

Noémie Bérubé

Victor Vermette alias Bill Bestiole se décrit comme un vulgarisateur du monde de l'entomologie, soit la science qui étudie les insectes.

Depuis plus de 12 ans, Victor Vermette se rend dans les écoles et les salles de spectacles avec l'intention d'instruire, de divertir et si possible, de faire changer les mauvaises impressions des gens face aux insectes.

Monsieur Vermette s'amuse à reprendre les gens lorsque ceux-ci sont effrayés ou dégoutés par les bestioles : « On ne dit pas ouache, on dit wow! »



Victor Vermette alias Bill Bestiole lors du Festival pour enfants les 30 et 31 janvier dernier. (Photo : Étienne Croteau)

Yellowknife?

Arrivé de Montréal le jeudi 28 janvier, Victor Vermette a dû transporter ses insectes exotiques avec lui. Il avait certaines inquiétudes quant à leur état à la suite du voyage : « Beaucoup de stress dans l'avion pour ma part, car les insectes étaient dans la soute à bagages, dans mes valises, j'ai donc apporté moins de vêtements et tout le monde est dans des petits pots ou dans des glacières avec des bouillotes et j'espérais pour le mieux ». Heureusement, tout s'est bien passé, les changements « drastiques » de température n'ont pas affectés les insectes et ils ont survécu à nouveau à l'expérience lors du retour de Monsieur Vermette au Québec.

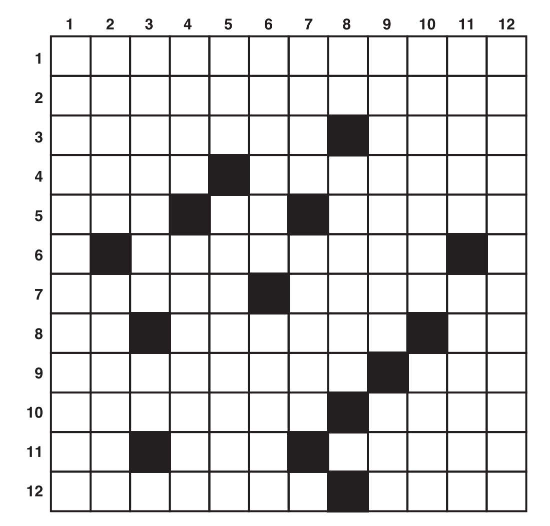
Samedi et dimanche, les spectacles étaient présentés en anglais et en français. Plusieurs personnes ont pu profiter de l'interaction avec Bill Bestiole pour en apprendre davantage sur les arthropodes vivants (invertébrés avec des pattes). D'autres ont pu monter sur la scène pour les manipuler, toujours dans le but de démystifier les raisons pour lesquelles on ne devrait pas avoir peur des insectes et d'enseigner à quoi ils servent dans la nature.

Victor Vermette souhaite que les gens disent à la fin du spectacle : « Wow, j'ai appris quelque chose sur le rôle écologique des insectes et je comprends maintenant que je ne dois plus avoir peur d'eux. »

w w w . a q u i l o n . n t . c a

MOTS CROISÉS

Nº 408



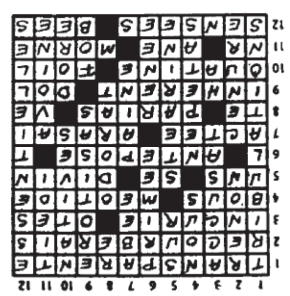
HORIZONTALEMENT

1- Dont le sens se laisse deviner, saisir aisément.
2- Courberais par le bout.
3- Manque de soin, négligence. — Enlèves.
4- Es agité sous l'effet de la chaleur, en parlant d'un liquide. — Nom antique de la mer d'Azov.
5- Indéfini. — Personnel. — Parfait, merveilleux, exquis.
6- Place un élément de phrase devant un autre.
7- Plante malodorante des forêts. — Mis de niveau.
8- Personnel. — Personnes méprisées de tous. — Cale en forme de V.
9- Lié d'une matière intime et nécessaire à quelque chose. — Tromperie en droit.
10- Nappe de fibre textile utilisée comme doublure de vêtement. — Plan porteur inclinable.
11- Nicole Roy. — Équidé. — Anneau épais.
12- Raisonnables. — Es grand ouvert.

VERTICALEMENT

1- Suite d'aventures plus ou moins désagréables, de revers d'obstacles surmontés.
2- Résiliation d'un bail. — Ténia parasite de l'intestin grêle du chien.
3- Présentât (qu'il) comme coupable. — Interjection.
4- Personnel. — Genres de labiées à odeur forte.
5- Préposition. — Corps gras, principal constituant des graisses animales.
6- Qui a reçu un prix. — Prénom féminin.
7- Ouverture par où passe l'eau actionnant la roue d'un moulin. — Publiciste américain qui a lutté pour l'indépendance des États-Unis (1737-1809).
8- Gamme. — Sens permettant la perception des odeurs.
9- Donnas un caractère érotique. — Se dit d'une transaction commerciale maritime.
10- Qui sont innées, naturelles. — Poisson d'eau apprécié en cuisine au Québec.
11- Rendu tiède. — Céréale.
12- Très importantes, capitales.

RÉPONSE DU Nº 408





Signes chanceux de la semaine : Vierge, Balance et Scorpion

SEMAINE DU 14 AU 20 FÉVRIER 2016



BÉLIER (21 mars - 20 avril)
Vous n'aurez pas la langue dans votre poche, mais vous pourriez aussi faire face à quelques critiques. Essayez de faire preuve de plus de tact. Votre relation amoureuse vous permettra d'improviser une belle activité.



TAUREAU (21 avril - 20 mai)
Si vous commencez à songer de plus en plus à devenir propriétaire, vous tomberez sur une excellente opportunité qui conviendra parfaitement à votre budget ainsi qu'à toute la famille.



GÉMEAUX (21 mai - 21 juin)
L'action ne fera pas défaut! Vous devrez probablement jouer au taxi, ou alors vous déplacer souvent. Vous pourriez renouveler vos contrats avec certaines entreprises d'appareils de communication.



CANCER (22 juin - 23 juillet)
Le blues de l'hiver semble vous frapper de plein fouet et il n'y a rien de mieux qu'un peu d'activité physique pour remédier à ce problème. Vous découvrirez probablement un nouveau sport.



LION (24 juillet - 23 août)
Un peu de fatigue accumulée risque de se faire sentir. Vous n'aurez qu'à faire un petit détour chez votre massothérapeute ou encore chez votre médecin pour retrouver toute votre vitalité.



VIERGE (24 août - 23 septembre)
Le stress est le plus grand fléau du 21e siècle. Il y aurait probablement quelques changements dans votre rythme de vie que vous pourriez appliquer et qui corrigeraient cette situation.



BALANCE (24 septembre - 23 octobre)
L'idée d'un voyage en amoureux vous traversera l'esprit. Vous aurez l'âme particulièrement romantique. Si vous êtes célibataire, un de vos prétendants manifestera un intérêt assez clair.



SCORPION (24 octobre - 22 novembre)
Vous affronterez toute la gamme des émotions cette semaine. Vous serez inspiré par un beau voyage pour décrocher afin de retrouver un meilleur équilibre physique et psychique.



SAGITTAIRE (23 novembre - 21 décembre)
Un de vos bons amis pourrait vous faire une déclaration d'amour qui vous laissera perplexe. Au travail, vous organiserez une réunion ou un événement qui rassemblera une bonne foule.



CAPRICORNE (22 décembre - 20 janvier)
Vous prendrez le temps de terminer tout ce que vous aviez déjà commencé et que vous ne cessiez de remettre à plus tard. Vous trouverez aussi un excellent remède qui améliorera votre santé.



VERSEAU (21 janvier - 18 février)
Vous connaîtrez sûrement beaucoup de pression au travail et il faudra faire de gros efforts pour conclure une entente. Vous entreprendrez quelques exercices pour améliorer votre vitalité.




POISSONS (19 février - 20 mars)
Vous passerez beaucoup de temps au bureau et il y aura une belle promotion en bout de ligne. Vous vous investirez dans un loisir ou un sport des plus passionnants en toute spontanéité.